



SciencesPo.

CERI
CNRS

OMER

Observatoire Mondial des Enjeux et des Risques

ATELIERS DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

Compte rendu de la réunion du 23 janvier 2014

Les effets contradictoires des sanctions sur l'économie iranienne

Fariba Adelkhah, directrice de recherche au CERI

Les grandes lignes :

- La génération de la Révolution étant toujours au pouvoir, l'Iran reste un pays révolutionnaire, mais il est en train de changer.
- Hassan Rohani a été porté à la présidence de la République par ceux-là même qui avaient voté précédemment pour Mahmoud Ahmadinejad.
- Ceux qui s'étaient enrichis en contournant les sanctions internationales ne pouvaient plus se développer en raison du délabrement du pays.
- L'État, qui avait procédé à des privatisations bénéficiant à des proches du régime, avait perdu le contrôle de l'économie.
- En décidant de reprendre la négociation sur la question nucléaire avec les Occidentaux, Rohani a aussitôt créé un climat de détente favorable aux affaires.
- Pour restaurer son économie, l'Iran a besoin d'exister sur la scène internationale en renouant avec le reste du monde.
- Puissance régionale, il reste néanmoins fidèle à ses rares alliés historiques, le Hezbollah libanais et la Syrie d'Assad.
- Ses partenaires commerciaux sont ses voisins : Turquie, Afghanistan, Irak, Asie centrale. Le pétrole est le seul secteur de dimension mondiale.
- La question nucléaire ne préoccupe pas les Iraniens au quotidien, mais ils en font un sujet de fierté nationale si on prétend leur interdire l'accès à l'atome.
- La France a une carte à jouer en Iran, où la francophonie et la francophilie restent importantes.

1. Un État révolutionnaire en train de changer

L'Iran d'aujourd'hui est différent de l'Iran des années 1990 et le changement se poursuit. C'est un pays révolutionnaire, qui le restera tant que durera la République islamique. On a l'impression que persiste un secteur « sécuritaire » immuable. Mais les sécuritaires ont pris en charge la gestion d'un État postrévolutionnaire. Ils sont les véritables maillons du changement, car eux-mêmes sont en train de changer.

Après la fin de la guerre Iran-Irak (1980-1988), il fut décidé de ne plus accorder deux tiers de la rente pétrolière au front, afin que l'argent du pétrole soit utilisé pour la relance et le développement du pays. Les Gardiens de la Révolution (*pasdaran*) le prirent mal. Pendant la guerre, ils avaient l'habitude de présenter des projets en disant : « Si vous nous accordez des moyens suffisants, nous irons jusqu'à Bassorah » (Irak). Or, le financement de leurs derniers projets fut refusé par l'imam Khomeiny, sur le conseil de quatre personnalités, dont deux futurs présidents de la République, Mohammad Khatami et Hachemi Rafsandjani. La guerre prit fin. Depuis, un conflit latent oppose le secteur sécuritaire et la ligne centriste de la Révolution islamique.

On ne parle jamais du secteur sécuritaire, mais c'est aujourd'hui une institution beaucoup plus large que les Gardiens de la Révolution, même si ces derniers ont développé leur propre secteur sécuritaire. Les forces armées iraniennes sont constituées de quatre composantes : l'armée classique, datant du temps de la monarchie ; l'armée révolutionnaire – les Gardiens de la Révolution – qui sont nés et se sont renforcés du fait de la guerre contre l'Irak ; les forces de l'ordre, police, gendarmerie et comités révolutionnaires ; les *bassidjis*, conscrits démobilisés après la fin de la guerre. Ces derniers font partie d'un corps, peuvent à l'occasion porter des armes, mais doivent se débrouiller par eux-mêmes pour vivre. Ils ont des avantages, mais ça n'est pas un métier. Khomeini avait voulu faire de l'Iran un pays de mobilisés – c'est le sens du mot *bassidjis* – pour la cause de la Révolution islamique. On a donc multiplié les *bassidjis* dans toutes les institutions, les ministères, les organisations, au sein du bazar, chez les étudiants, les enseignants, etc.

D'une certaine manière, ce corps des *bassidjis*, qui fait peur au monde entier, s'apparente au scoutisme, au moins chez les étudiants. Les jeunes l'intègrent entre 15 et 25 ans. Ils le quittent en général quand ils se marient. Cette appartenance leur permet de bénéficier de camps de vacances, de se retrouver entre eux et d'avoir quelques avantages non négligeables dans un contexte de crise économique. Les forces sécuritaires, on les trouve aussi en Turquie, en Israël ; elles sont partout présentes dans le business. Pourquoi celles d'Iran seraient-elles plus dangereuses que les autres ?

Conflit de générations

Dans ce contexte, le nouveau président, Hassan Rohani a bénéficié des mêmes soutiens institutionnels que Mahmoud Ahmadinejad. Ceux qui avaient voté pour l'un ont voté pour l'autre. Ahmadinejad leur avait permis de casser la hiérarchie politique, de régler un conflit générationnel avec les « barbes blanches » révolutionnaires. En 2005, le vote ne fut pas spécialement pour Ahmadinejad. Ce dernier n'eut que 3 à 4 millions de voix au premier

tour. Le second tour fut un règlement de comptes envers les centristes et un système politique faisant l'éloge de la jeunesse sans lui donner la possibilité de s'affirmer.

Ahmadinejad se révéla incapable de mener une politique susceptible de satisfaire son électorat. Ceux qui l'avaient soutenu s'étaient enrichis en contournant pendant huit ans les sanctions internationales. Mais ils ne pouvaient pas utiliser cette richesse pour se développer en raison de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Iran. Ils ont donc voté Rohani pour pouvoir exister sur la scène internationale. Ils se sont tournés vers celui qui, à leur avis, pouvait changer la donne. La priorité de Rohani a été de régler la question de la crise nucléaire pour permettre à l'Iran d'exister en tant que pays fort, indépendant, autonome, respectable sur la scène mondiale. Les réseaux économiques en avaient besoin.

Incompréhension sur le nucléaire

Sur la question du nucléaire, l'Iranien moyen ne comprend pas le « deux poids, deux mesures ». Pourquoi certains auraient-ils le droit au nucléaire et pas eux ? Ils estiment que c'est la technologie de demain, qu'ils ont, dans ce domaine, de véritables compétences, un savoir-faire qui met les Iraniens au même niveau que les Occidentaux. Au quotidien, personne ne s'y intéresse. Les gens font confiance aux élites, aux politiques pour défendre les intérêts de l'Iran. L'arrêt de l'enrichissement de l'uranium est le dernier de leurs soucis. Il s'agit d'abord de maintenir une technologie. Les détails se négocient.

Si l'on dit brutalement non au nucléaire, l'unanimité se fait pour le défendre. C'est une question d'honneur national. Mais si l'on nuance le discours, alors, les gens mettent en avant d'autres priorités. D'autant que nucléaire coûte très cher à l'État et ne nourrit pas la population. Aujourd'hui, la détente dont l'élection de Rohani est le signe, a vraiment changé la donne. Le discours dominant est que l'islam interdit le nucléaire militaire. Mais les Iraniens ne comprennent pas pourquoi ils sont seuls montrés du doigt lorsqu'ils voient qu'Américains, Français et autres se livrent une compétition féroce pour la vente d'équipements nucléaires ou que le Pakistan et Israël disposent de la bombe atomique.

Le nom de Rohani a surgi trois jours avant son élection. Il n'était pas candidat. Il n'y avait eu ni affiches ni photos à son effigie. Sa victoire résulte de la division de la droite, qui présentait cinq candidats. Soutenu par Rafsandjani et Khatami, il était présenté comme le nouveau Rafsandjani (celui de 2004). Un réseau l'a imposé. Les interventions multiples d'Ali Khamenei le montrent très bien : à un moment, ce dernier a dit : « Je ne crois pas aux États-Unis, mais faites ce que vous pensez. » Cette phrase s'adressait à ceux qui l'avaient convaincu de la nécessité d'entrer dans la négociation. Jusque-là, discuter avec les Américains, leur serrer la main, était tabou. L'acceptation du Guide est donc une véritable avancée.

En Iran, le pouvoir, collégial, se fonde sur des alliances entre gens ayant connu ensemble la prison et vécu autour de l'imam Khomeiny. La génération de la Révolution est toujours en place. Pour autant, le cercle politique se montre assez souple pour intégrer des gens de clans et courants différents. Il intègre et il change à la fois. Ahmadinejad, qui n'était nullement un religieux, a été un mal nécessaire. Il a permis de tourner la page du discours idéologique et doctrinaire.

2. Une économie spéculative

Il y a, en Iran, quatre sources de spéculation et de richesse : les devises, l'or, la bourse et le foncier. L'article 44 de la Constitution liste trois secteurs économiques : le public, le privé et le coopératif. S'y ajoute un « secteur 4 », né avec la libéralisation de l'économie, en 1990-1991, et renforcé par les sanctions internationales. C'est « une sorte de chauve-souris, mi-mammifère, mi-oiseau ». « En Occident, le secteur 4 s'appellerait partenariat public-privé ». Pour des raisons diverses, certains segments de l'économie ont été vendus par l'État à des proches du régime, en insistant sur les exigences de service public auxquelles ces partenaires devaient être soumis. Parce que leurs services doivent profiter à l'ensemble de la société, ils continuent de bénéficier de toutes sortes d'avantages en matière de fiscalité, de liberté de change, de monopole, etc. Mais leur comptabilité et leurs bénéfices sont privés. Beaucoup de ces institutions restent dépendantes de la rente pétrolière et des subsides de l'État, leur statut privé leur épargnant toute règle ou contrôle, y compris sur le plan comptable.

Pays de classes moyennes

L'Iran est un pays de classes moyennes. La Révolution iranienne a été la révolution de la classe moyenne, européenne, alphabétisée et moderne. Le mouvement actuel de réformes est un mouvement de grandes villes. Cette classe moyenne veut consommer, voyager. En Iran, on obtient un passeport en 24 heures. Il y a, actuellement, cinq millions d'Iraniens hors des frontières de l'Iran. C'est énorme. Et trois millions d'étrangers (Afghans, Irakiens, ressortissants d'Asie centrale) vivent en Iran.

Malgré la crise économique, des tours d'habitation, des centres commerciaux se construisent. La politique d'Ahmadinejad consistait à éliminer les subsides que l'État accordait à des produits de première nécessité (pétrole, eau, électricité). Il a institué des allocations familiales (40 000 tomans, soit 10 euros par enfant). Le petit Baloutche, dans son village, qui n'avait jamais vu tant d'argent s'est donc marié trois fois dans la même année pour avoir trois enfants et toucher trois fois l'allocation. Ce genre de politique n'a pas touché du tout la classe moyenne. L'économie de contrebande rapportait beaucoup plus aux frontaliers que les allocations d'Ahmadinejad. Il suffisait de passer la frontière avec un bidon d'essence pleine et de le ramener vide. Les Iraniens en plaisantaient : « Avant, l'essence permettait aux voyageurs de voyager, maintenant, ce sont les voyageurs qui permettent à l'essence de voyager. »

Le secteur 4 est la manière dont l'État s'acquitte de ses dettes, fictives ou réelles. Il vend ses entreprises pour faire face aux crises ou quand il a besoin d'argent. C'est le cas de Shasta, la caisse de retraite de la fonction publique, l'un des holdings les plus importants d'Iran.

L'État peut sous-évaluer les actifs qu'il vend pour quatre raisons :

- Rendre acceptable la privatisation par la classe politique, qui détient les commandes du secteur public et qui pourrait se sentir menacée. Le vote de 2004 fut aussi un vote de protestation contre ce type de projet économique.
- Pour faciliter la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants. L'Iran a tourné la page de la révolution ; il est entré dans Thermidor. Mais les révolutionnaires sont encore au pouvoir. Khomeiny est mort ; ceux qui étaient arrivés avec lui sont toujours là.

- Pour dynamiser le seul secteur privé dans lequel l'État ait confiance car il émane de lui. C'est une privatisation socialisante. Ainsi, les stations d'essence ont été privatisées, mais l'Etat, qui ne fait confiance qu'à lui-même, conserve 20%, au cas où.
- Pour permettre des opérations d'enrichissement personnel. Très tôt, l'État a créé des sociétés-écrans afin de contourner la loi. Le droit des entreprises publiques datait de 1971. Il fut réformé en 1984 de manière telle que cela ouvrait la voie à l'accumulation privée du capital au sein des institutions étatiques.

Au fil de ces réformes, étalées sur 34 ans, le vocabulaire islamique a beaucoup changé. L'islam reste un label qui permet de « badigeonner » la politique. Il va de pair avec service et prospérité.

Le Bazar conservateur

Les commerçants du Bazar, bien que penchant pour les conservateurs, ne sont pas du tout marginalisés. Ils ont su profiter de la situation économique en investissant au sein du secteur 4. Désormais, ils importent des produits de luxe, pas du thé et du riz comme autrefois. Pour montrer qu'il reste fidèle aux bazaris, Rohani a promis que toutes les familles auraient droit à un panier au moment de Norouz, le Nouvel An iranien, en mars 2014. Ce panier est composé de riz, d'huile, de thé, de sucre, le tout étant importé en partie par le Bazar. Conservateur, cela veut dire dogmatique sur le plan islamique (les écoles religieuses de Qom), mais libéral en économie (le commerce du Bazar).

Un autre secteur, beaucoup plus traditionnel et ancien, a permis l'évolution du secteur 4. C'est le *Waqf*¹, qui s'est développé avec la Révolution islamique et entre de plus en plus dans le partenariat privé-public. Il s'agit d'un don que fait un particulier pour le bien public, mais dont la gestion reste entre les mains d'une personne, d'une famille, d'un groupe, d'une société. Le secteur 4 a énormément bénéficié du *Waqf*. Parmi les grandes fondations qui en sont issues, on peut citer l'Astân-e Ghods de l'imam Reza à Machad et la fondation de l'imam Khomeiny, près de Téhéran. Cette dernière, créée au lendemain de la mort de l'ayatollah, est gérée par son petit-fils. Elle brasse des sommes considérables, possède des biens importants et beaucoup de foncier. Le régime des sanctions, le caractère informel de l'économie iranienne et son internationalisation ont permis de renforcer le secteur 4.

Le cas Babak Zanjani

Babak Zanjani, né en 1971, est propriétaire du holding Sorinet, qui compte une soixantaine de sociétés. Il affirme avoir été le chauffeur de Mohsen Nourbakhsh, alors gouverneur de la banque centrale. Ce dernier lui demanda de vendre 17 000 dollars sur le marché iranien. Il rendit ce service à son patron, empochant les bénéfices de la spéculation, car il y avait, à l'époque, trois taux de change en Iran (un taux officiel, un

¹ Waqf : bien de main morte, inaliénable et sacré, sorte de trust religieux.

autre pour les proches du régime, un troisième pour les citoyens ordinaires). L'écart de change pouvait aller de un à dix. Ce fut le début de sa fortune. A la mort de Noubakhsh, il risquait d'être arrêté. Sentant le danger, il passa en Turquie où il se lança dans la vente de peaux de mouton. Il gagna beaucoup d'argent. Aujourd'hui, il est propriétaire d'une compagnie d'aviation, Qeshm Airlines, du holding Sorinet, de clubs de football. Il est présent dans les secteurs du bâtiment, des hydrocarbures, de l'activité portuaire, etc. Il a aidé l'État en créant des sociétés-écrans pour vendre du pétrole au Tadjikistan et en Turquie. Pour contourner les sanctions internationales, il est devenu l'un des principaux actionnaires de la Halkbank, la banque populaire de Turquie, et de deux autres banques, l'une au Tadjikistan, l'autre aux Emirats arabes unis.

À présent, Babak Zanjani est en prison. Son procès a une dimension nationale. Il ne vise pas Ahmadinejad, qui avait dénoncé l'homme d'affaires sans oser le nommer tant il était important. Il vise Ali Larijani, actuel président du Majlis (Parlement), qui fut candidat à l'élection présidentielle en 2005 et aurait pu l'être à nouveau en 2013, et ses deux frères, dont l'un, Sadegh, est ministre de la justice. Ce procès est donc dirigé contre les conservateurs, courant le plus ancien, soutenu par le clergé.

Raison d'État

L'Iran met de plus en plus en avant ce qu'il appelle le « discernement », c'est-à-dire la raison d'État. Celle-ci est apparue au moment le plus crucial, pendant la guerre. Il y a alors un conflit entre le Parlement et le Conseil constitutionnel (le Conseil des Gardiens de la Révolution). Il concerne le droit du travail. L'Iran de l'époque est très socialisant. Les entreprises poussent à la réforme du code. La loi passe au Parlement, est bloquée au Conseil et vice-versa. L'imam Khomeiny, consulté, ne tranche pas. Il ajoute une institution supplémentaire : la raison d'État (Conseil de discernement). C'est désormais cette raison d'État qui l'emporte sur toutes les autres raisons, idéologique, islamique, etc. Désormais, il faut sauver l'État. Le choix de la négociation par Khamenei va dans ce sens. Le Conseil de discernement, présidé par Hachemi Rafsandjani, numéro 2 de la République islamique, comprend douze personnes, dont Ahmadinejad. Rafsandjani a sauvé le pays d'une situation désespérée en poussant, au dernier moment, la candidature de Rohani.

La société iranienne intéresse les sunnites baloutches, non pas à cause d'une liberté dont ils ne jouissent pas, mais parce qu'en Iran, un homme compte pour lui même et non en fonction de sa famille ou de son clan. C'est sans doute la seule modernité de la république islamique : le comportement d'une personne ne met pas forcément en danger les membres de sa famille. Dans l'affaire Larijani, cependant, une vidéo montre que les trois frères sont impliqués dans un scandale de corruption. La population sunnite d'Iran (Baloutchistan, Kurdistan et Golestân) a voté à plus de 70% pour Rohani, élu par 51% de l'ensemble du corps électoral iranien.

Le procès a aussi une dimension internationale. Babak Zanjani a travaillé en Turquie pour faire payer le pétrole iranien via un trafic de lingots d'or achetés en Inde. Le secteur 4 a rendu très fluide cette circulation de valeurs.

L'économie iranienne devrait tirer bénéfice des négociations de Genève. Le pouvoir ne pouvait absolument pas gérer le secteur 4. Il ne suffit pas de dire que ce secteur a aidé l'Iran à contourner les sanctions. Des gens comme Babak Zanjani sont incontrôlables.

Des « affaires » sous chaque présidence

Tous les six ou sept ans, sous Moussavi, sous Rafsandjani, sous Khatami, il y a eu des affaires de détournement de fonds en Iran. Les sommes en cause étaient impressionnantes. Chaque nouveau président de la République essaie de déstabiliser son prédécesseur en critiquant sa gestion économique. Pour autant, aucun condamné n'a été pendu, bien que les jugements soient allés très loin.

3. Une puissance régionale

L'Iran maintient son soutien au Hezbollah libanais et au régime syrien de Bachar El-Assad. Du point de vue iranien, l'alliance avec la Syrie est très logique. D'abord pour des raisons historiques. La Syrie est le pays où tous les grands révolutionnaires iraniens ont suivi des formations militaires. Dans les années 1970, ces Iraniens et les Syriens faisaient partie de la même alliance des non-alignés de la région. Ils partageaient les mêmes sentiments anti-américains, antimonarchiques, qui devaient aboutir à la Révolution islamique. Au lendemain de la guerre Iran-Irak, Hafez El-Assad avait réservé une partie de son aéroport aux Iraniens, qui pouvaient ainsi cacher la provenance de leurs importations.

Grâce au témoignage d'un ancien ministre des Gardiens de la Révolution, on sait que la Syrie a fait beaucoup plus que les Iraniens ne l'auraient attendu d'un allié. Il y a donc, dans le soutien à Bachar El-Assad, une sorte de renvoi d'ascenseur.

L'autre raison est géographique et stratégique. L'Iran a 70 millions d'habitants. Il n'a pas beaucoup d'amis dans la région. Les Arabes ne cessent de se dresser contre l'Iran. Pour se rassurer face à des menaces qui étaient et restent importantes, il est normal que l'Iran défende son seul ami régional.

Relations commerciales limitées avec l'Occident

L'Iran veut se sortir de l'impasse économique. Du fait des sanctions qui frappent le secteur bancaire, il ne peut pas se faire payer sa rente pétrolière. Il ne peut pas acheter de pièces détachées pour ses avions. La société souffre. Le secteur 4 importe des Mercedes alors qu'on ne peut pas vendre le pétrole. Les Iraniens n'en sont pas encore à négocier avec l'Occident. Ils travaillent au niveau régional, cherchent à nouer des alliances bancaires avec les Iraniens de la diaspora, installés au Qatar, à Bahrein, aux Émirats arabes unis, qui investissent aussi en Iran.

Les relations des réseaux d'affaires iraniens en Occident sont assez limitées. En revanche, on parle de plus en plus de deux sociétés pétrolières du secteur 4, lancées par l'État, mais privées. L'une est établie en Angleterre, l'autre en Suisse. Le pétrole est le seul domaine de développement d'un savoir-faire iranien à l'international.

La posture de l'Iran n'a rien d'islamiste. Le mot d'ordre aujourd'hui est « service et prospérité ». Les Occidentaux savent que les banques islamiques peuvent rapporter gros. Ils sont donc de plus en plus intéressés. Sur la scène internationale, le régime syrien apparaît aujourd'hui plus « méchant » que l'islam iranien.

Pour les Iraniens, il y a deux périodes en Syrie : avant et après novembre 2012, date de l'entrée de la force internationale dans ce pays. À leurs yeux, les uns et les autres sont autant responsables de ce qu'est devenu la Syrie depuis.

Exister sur la scène internationale

Le pouvoir iranien est fidèle aux courants islamiques proches, aux alliances régionales (Hezbollah, Syrie). En même temps, il veut exister sur la scène internationale. C'est la condition du développement de la société iranienne. Rohani montre que tout est en place pour que le pays sorte de l'impasse dans laquelle il se trouve. Tel est le contexte des négociations de Genève. Le nouveau président a l'appui des réseaux économiques iraniens et étrangers. Il est allé à leur rencontre à Davos. Il s'occupe de l'international et du commerce, mais ne touche pas à la question des droits de l'Homme.

L'Iran n'est pas seul en cause. Si l'on considère le cas de Babak Zanjani, les États-Unis ne s'en sortent pas mieux que l'Iran en traitant avec des gens comme lui. Quand les Américains ont aidé la résistance des écoles islamiques contre les Russes en Afghanistan, ça a donné les talibans. Sur la longue durée, les sanctions ne vont produire que des Babak Zanjani, certes d'apparence très convenable, mais avec lesquels on ne peut pas construire une stratégie économique dans la région. Aujourd'hui, l'Iran a un État, des institutions politiques, mais pas des réseaux économiques semblables à ceux du Golfe. Il n'est pas dans l'intérêt des Occidentaux d'établir des stratégies sur de telles bases.

Quant aux partenaires économiques du pays, ils sont, pour l'essentiel, régionaux. Entre la Turquie et l'Iran, dont les relations sont excellentes, il n'y a pas de visa. Les importations terrestres passent par la Turquie, qui s'est développée grâce à l'Iran. Pendant la guerre Iran-Irak, tous les produits de paiement turcs sont arrivés en Iran. Il faut aussi citer le voisin irakien, dont les Gardiens de la Révolution ont vendu le pétrole pendant des années. Avec le Pakistan les liens sont anciens ; la famille de Bhutto et celle de Khomeiny se connaissaient. En Afghanistan, les Iraniens ont soutenu les sunnites et non les chiites. Deux banques privées iraniennes y sont établies, à Kaboul et à Herat. Jusqu'en 2013, le contournement des sanctions passait par les Émirats arabes unis. Quelque 400 000 Iraniens, ayant la double nationalité, vivent à Dubaï.

La dévaluation de la monnaie iranienne, à cause des sanctions, a donné un coup de pouce aux PME iraniennes. La confection et la porcelaine sanitaire repartent. En Afghanistan, le chocolat, le riz, les pâtes viennent d'Iran, qui exporte aussi dans toute la région, y compris en Turquie, des ustensiles, des chaussures en matière plastique, que la dévaluation a rendus compétitifs. Un toman faible avantage l'Iran.

Les atouts de la France

La France a une carte à jouer en Iran. Ce pays ne supporte pas les Chinois. Parce qu'ils fournissent des produits de médiocre qualité. Parce qu'ils ne respectent pas leurs engagements. Beaucoup d'Iraniens ont perdu l'argent qu'ils avaient envoyé en Chine sans recevoir les produits commandés. La France, elle, reste une référence. Cela remonte au temps de la monarchie. L'élite iranienne était alors francophone. Le français est

aujourd'hui la deuxième langue enseignée après l'anglais. Tout ce qui vient de France – littérature, arts plastiques, cinéma – est apprécié. L'exception française séduit une population attachée à l'exception iranienne. L'imam Khomeiny, en exil, fut accueilli en France comme l'est aujourd'hui l'opposition au régime des mollahs. Les réseaux qui soutiennent aujourd'hui le président Rohani sont ceux qui étaient en contact avec la France.